

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Accord cadre à bons de commande multi-attributaires

(C.C.A.P.)

L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres

**Conservatoire du littoral
Corderie royale
CS 10137
17306 Rochefort cedex**

CCAP N°2025M70

Prestations juridiques : Conseil, assistance juridique et représentation en justice

Procédure adaptée en application du code de la commande publique (L2123-1-2°, L2125-1, R2123-1 et R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14)
décret n°2021-357 du 30 mars 2021 pris en application de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 dite loi ASAP

Date et heure limites de remise des candidatures et offres : **lundi 29 septembre 2025 à 12 heures (heure de Paris)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Sommaire

Article 1 – Objet du marché	3
Article 2 – Décomposition du marché	3
2-1 – Allotissement	3
2-2-Sous-traitance.....	3
Article 3 – Obligations du titulaire	4
3-1-Pièces contractuelles	4
3-2- Protection de la main d’œuvre.....	4
3-3-Assurances.....	4
3-4-Confidentialité et RGPD.....	4
Article 4 – Durée de l’accord cadre - Délai d’exécution des prestations.....	5
Article 5 – Pénalités	5
5-1-Pénalités de retard dans les interventions et les délais d’exécution.....	6
5-2-Pénalités de retard dans la remise des documents	6
5-3-Pénalités sous-traitance	6
5-4-Manquements aux obligations contractuelles	6
Article 6 – Obligations des parties.....	6
6-1 Obligations du titulaire.....	6
6-2 Obligations de l’établissement	6
Article 7 – Modalités d’exécution de l’accord cadre.....	7
7-1 Personnes habilitées à signer les bons de commande.....	7
7-2 Modalités d’établissement des bons de commande.....	7
Article 8 - Prix et règlement	8
8-1-Contenu des prix.....	8
8-2-Variation des prix	8
8-3-Clause butoir et de sauvegarde.....	9
8-4-Modalités de règlement.....	9
8-4-1-Régime des paiements.....	9
8-4-2-TVA	9
8-4-3- Remboursement de frais annexes :.....	9
8-4-4-Présentation des demandes de paiement.....	9
8-4-5-Répartition des paiements.....	10
8-4-6-Délais de paiement.....	10
8-4-7-Intérêts moratoires.....	10
9-5-Avance	10
Article 10 – Propriété intellectuelle.....	11
Article 11 - Constatation de l'exécution et garantie	11
Article 12 – Clause de réexamen – ajournement/interruption.....	11
Article 13 – Résiliation	11
13-1-Arrêt de l’exécution des prestations	11
13-2-Personnel affecté – Equipe dédiée au projet	11
13-3-Autres résiliations	12
Article 14 - Litiges et différends	12
Article 15 - Dérogations aux documents généraux	12

Article 1 – Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations juridiques : conseil, assistance juridique et représentation en justice pour le compte du Conservatoire du littoral

Article 2 – Décomposition du marché

2-1 – Allotissement

Conformément à l'article R2162.4 du code de la commande publique, le présent marché est un accord cadre à bons de commande, multi-attributaire, dont les prestations seront susceptibles de varier selon le tableau indiqué ci-après.

L'accord cadre est décomposé en 3 lots définis comme suit :

Lots	Intitulé	Nb d'attributaires maximum par lot	Montant HT minimum sur 4 ans	Montant HT maximum sur 4 ans
Lot 1	Conseil juridique : Thématique droit public (droit administratif général, droit de l'urbanisme et droit de l'environnement)	5	0	50 000 €
Lot 2	Conseil juridique : Thématique droit privé général et droit pénal	3	0	50 000 €
Lot 3	Assistance et représentation en justice	7	0	500 000 €

2-2-Sous-traitance

Le titulaire de l'accord cadre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, dans les conditions suivantes :

- Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat remplit un DC4, il indique notamment la nature des prestations sous-traitées (postes du BPU) et le montant estimé de cette sous-traitance. Lors de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire remplit pour chaque bon de commande un DC4 ou équivalent, en indiquant notamment la nature des prestations sous-traitées (postes du bon de commande) et le montant sous-traité.
- Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remplit pour chaque bon de commande un DC4, en indiquant notamment la nature des prestations sous-traitées (postes du bon de commande) et le montant sous-traité.

La notification de l'acceptation du sous-traitant est effectuée uniquement au titulaire du marché/accord-cadre.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du formulaire DC4 ([téléchargeable : http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics](http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics)) :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R2143.5 et suivants du code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.
- les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;

- un RIB faisant apparaître BIC et IBAN.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché (Article 39.1 du CCAG PI).

Article 3 - Obligations du titulaire

3-1-Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre, sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- l'acte d'engagement (non inclus au DCE. A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement, sera transmis au candidat retenu pour signature) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et annexes dans leur dernière version commun à tous les lots ;
- Le Cahier des clauses administratives générales prestations intellectuelles approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.
- L'offre technique remise par le titulaire (note méthodologique).

3-2- Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et fiscales datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord cadre, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

3-3-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Cette attestation est fournie au plus tard lors de la signature de l'acte d'engagement par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI.

Le titulaire doit fournir l'attestation à jour chaque année jusqu'à la fin du marché.

3-4-Confidentialité et RGPD

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Pour l'exécution du marché/accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant, ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016-679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (dit RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Article 4 – Durée de l'accord cadre - Délai d'exécution des prestations

L'accord cadre est passé pour une durée ferme de quatre (4 ans), à compter de sa notification.

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG PI, la notification comprend une copie de l'acte d'engagement uniquement, les autres pièces (CCAP, CCTP...) ayant déjà été transmises dans le cadre de la consultation. Il est également rappelé que la notification faite via la plate-forme de dématérialisation est réputée avoir eu lieu même en l'absence de consultation par le titulaire au-delà de 8 jours à compter de l'envoi conformément à l'article 3.1 du CCAG PI.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils seront numérotés et conformes au modèle de l'acheteur. Le délai d'exécution sera précisé dans chaque bon de commande et ne pourra excéder 12 mois. Aucun bon de commande ne pourra excéder 6 mois au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

Il est bien précisé que si l'exécution d'un bon de commande peut dépasser 6 mois après la validité de l'accord-cadre en cas de contentieux non résolu à cette même date.

Le titulaire peut demander la prolongation du délai d'exécution conformément à l'article 13.3 du CCAG PI, dans ce cas l'acheteur a 30 jours à compter de la réception de la demande pour prendre sa décision. A défaut de réponse la demande de prolongation est réputée acceptée.

En cas de fin anticipée de l'accord-cadre ou à son échéance normale, le titulaire se devra d'assurer le suivi des contentieux en cours jusqu'à leur résolution sauf accord des deux parties.

Article 5 – Pénalités

Conformément au CCAG PI les pénalités sont calculés en jours calendaires (samedi/dimanche inclus).

5-1-Pénalités de retard dans les interventions et les délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel fixé dans chaque bon de commande est dépassé, le titulaire encourt, après mise en demeure infructueuse (par courriel, courrier) de 8 jours calendaires (en cas d'urgence ce délai peut être réduit), une pénalité de 10% du montant du bon de commande correspondant par jour de retard.

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur à défaut de laquelle le titulaire en sera exonéré.

Par dérogation à l'article précité, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 € HT et le montant total des pénalités de retard n'est pas limité.

5-2-Pénalités de retard dans la remise des documents

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG-PI, lorsque le délai contractuel fixé pour la remise de documents est dépassé, le titulaire encourt, après mise en demeure infructueuse (par courriel, courrier) de 8 jours calendaires (en cas d'urgence ce délai peut être réduit), une pénalité de 500€ HT par jour de retard.

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur à défaut de laquelle le titulaire en sera exonéré.

Le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 € HT et le montant total des pénalités de retard n'est pas limité.

5-3-Pénalités sous-traitance

Le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 €/ jour ; en outre, le défaut de communication du contrat de sous-traitance un mois après cette mise en demeure expose le titulaire à la résiliation du marché.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

5-4-Manquements aux obligations contractuelles

Tout manquement à des obligations contractuelles autres que celles précisées à l'article 5 fera l'objet d'une pénalité forfaitaire par manquement de 200 € TTC.

Cette pénalité est applicable après mise en demeure infructueuse (par courriel, courrier) de 8 jours calendaires. En cas d'urgence ce délai peut être réduit.

L'application des pénalités dépend d'une décision expresse de l'acheteur à défaut de laquelle le titulaire en sera exonéré.

Le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1 000 € HT et le montant total des pénalités de retard n'est pas limité.

Article 6 – Obligations des parties

6-1 Obligations du titulaire

Les prestations se déroulent conformément au cahier des charges et aux documents contractuels.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés.

6-2 Obligations de l'établissement

Le Conservatoire met à disposition du titulaire l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des prestations. En cas de retard dans la remise des documents et des renseignements, le délai de la prestation est prolongé d'une durée égale à ce retard.

L'établissement facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres administrations et organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourrait avoir besoin.

Article 7 – Modalités d'exécution de l'accord cadre

7-1 Personnes habilitées à signer les bons de commande

Les membres du comité de direction du Conservatoire du littoral :

- La Directrice/directeur
- La Directrice/directeur-adjoint
- Les directrices/directeurs techniques
- Le secrétaire général

Mais également :

- Toute personne ayant reçue délégation de signature de la directrice/directeur

7-2 Modalités d'établissement des bons de commande

Conformément aux articles R2162.13 et 14 du code de la commande publique, les prestations à réaliser seront commandées au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- Nom et adresse du titulaire,
- Numéro et date du marché,
- Numéro et date du bon de commande,
- Adresse de livraison,
- Adresse de facturation,
- Désignation des prestations,
- Délai maximum de rendu,
- Montant total hors taxes de la commande,
- Taux et montant de la TVA,
- Montant total TTC.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Ils seront numérotés et conformes au modèle du Conservatoire du littoral.

L'accord cadre est multi-attributaire mais chaque bon de commande n'est attribué qu'à un seul titulaire.

Lors de l'émission des bons de commande, le Conservatoire ne négocie pas avec les titulaires et ne les remet pas en concurrence.

Lors de la survenance d'un besoin, et pour chacun des lots, le Conservatoire attribue le bon de commande en fonction de la thématique du sujet ou de l'affaire et de la spécialité du cabinet d'avocats titulaire du lot et de sa proximité géographique (déplacement sur le terrain ou réunion) et de sa connaissance du territoire concerné.

Dans l'hypothèse où l'un des titulaires serait défaillant ou ne répondrait pas aux attentes de l'établissement, le Conservatoire se réserve la possibilité d'attribuer le bon de commande au titulaire arrivant en deuxième position selon les mêmes règles que précitées.

Pour chaque mission, le Conservatoire transmet au titulaire choisi, dans un premier temps sans formalisme particulier, les éléments principaux de la question ou du dossier contentieux, accompagnés des documents et informations nécessaires à la bonne compréhension et/ou réalisation de la prestation.

Il établit ensuite un bon de commande agréant et explicitant les conditions matérielles et financières de l'exécution de la prestation.

Délai de réalisation :

- Assistance et conseil juridique : le délai de réalisation est défini dans le CCTP, sauf délai différent,

défini d'un commun accord entre les parties, et figurant au bon de commande correspondant.

- Représentation en justice : le délai de réalisation sera celui du contentieux en instance.

Il est expressément convenu que, dans l'hypothèse où surgirait une question ou un contentieux relevant d'une matière juridique spécifique requérant une expertise particulière, le Conservatoire se réserve le droit de confier la défense de ses intérêts ou l'assistance juridique afférente à un autre cabinet d'avocats présentant les compétences nécessaires, sans que cela puisse ouvrir droit à contestation ou indemnisation de quelque nature que ce soit (ex : succession, droit rural..).

Article 8 - Prix et règlement

8-1-Contenu des prix

L'accord cadre est traité à prix forfaitaires et/ou unitaires en fonction du lot et de la prestation demandée, selon le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement du lot concerné. Les prestations seront réglées par application des prix figurant au bordereau de prix du lot correspondant aux quantités effectivement exécutées.

Ces prix (forfaitaires et unitaires) sont réputés comprendre toutes les prestations au contrat (y compris frais d'envoi, téléphonique et de reproduction, frais de plaidoirie...), toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance, y compris les frais généraux, coûts directs (masques, gels..) et indirects (retard, perte de productivité..) impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Si l'exécution de la prestation nécessite un déplacement supérieur à 2h par trajet (un aller ou un retour) quel que soit le mode de transport, le temps d'indisponibilité professionnel peut être facturé, dans une limite de 6h par jour, sur demande et justificatifs éventuels, sur la base de 40% du tarif horaire pour prestations complémentaire. En deçà de 2h par trajet quel que soit le mode de transport, le temps d'indisponibilité professionnel ne sera pas remboursé.

Postulation :

Le prix de la postulation ne doit pas être supérieur au prix forfaitaire du cabinet attributaire pour une même prestation. De manière exceptionnelle le Conservatoire pourra accepter de déroger à cette règle

8-2-Variation des prix

Les révisions de prix sont calculées par le Conservatoire du littoral

Les prix du marché sont révisibles annuellement à date anniversaire (date de notification du marché) (Article R2112.13 du code de la commande publique)

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ou des offres négociées le cas échéant. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$- P(n) = (P(o) [SHO-MA (n)/ SHO-MA (o)])$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé
- P(0) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.

Les index utilisés sont les suivants :

- **SHO-MA:** Activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et d'analyses techniques

Les index sont publiés au Bulletin officiel du Service des prix (INSEE). Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La révision sera appliquée sur les prestations relatives aux bons de commande émis à compter de la 2^{ème} année du marché (date de notification du marché + 1 an).

La date de prise en compte pour le calcul de cette révision sera la date d'exécution des prestations (jour de la fin d'exécution des prestations ou date limite prévue au bon de commande si le délai prévu est dépassé), sur la base de l'index en vigueur connu à cette même date.

Les bons de commande devront faire référence aux prix initiaux du marché, la révision intervenant au moment du règlement de la facture. Aucune révision provisoire n'est effectuée.

8-3-Clause butoir et de sauvegarde

Sans objet

8-4-Modalités de règlement

8-4-1-Régime des paiements

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées au fur et à mesure de l'avancement des prestations pour chaque bon de commande, par application des prix forfaitaires dont les libellés sont donnés dans le bordereau des prix.

8-4-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8-4-3- Remboursement de frais annexes :

Frais de déplacement :

Le remboursement s'effectue sur les bases suivantes :

- Déplacements : remboursés sur justificatif dans la limite du tarif de la classe la plus économique (train SNCF 2^{ème} classe, avion classe économique)
- Indemnités kilométriques : nombre de kilomètres calculé sur le trajet le plus rapide (référence mappy) de ville à ville, multiplié 0.37 € du kilomètre
- Hébergement : les frais d'hébergement sont remboursés sur justificatifs dans la limite de 90 € par nuitée.
- Les frais de péages, parking sont remboursés sur justificatifs
- **Les frais de repas ne sont pas remboursés.**

Une décision de prise en charge de déplacement sera établie et signée par le Conservatoire avant chaque déplacement par voie aérienne.

Lesdits frais sont soumis à la TVA ; la TVA appliquée est celle en vigueur au moment de la facturation de la prestation.

Frais d'huissiers, débours :

Concernant les frais réels pour l'exécution des prestations (frais d'huissier, débours...), la facturation se fera sur la base d'un état validé par le greffe du tribunal, à défaut sur pièce justificative ou attestation du cabinet. S'agissant de la partie sur les débours, il est bien entendu que la refacturation n'est pas assujettie à TVA. Ces frais sont engagés pour le compte et au nom du Conservatoire qui doit en avoir donné mandat à son prestataire de service. Ce mandat est donné sous format écrit libre (courriel, courrier...)

8-4-4-Présentation des demandes de paiement

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- Les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- La date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement devront être déposées sur le portail [Chorus Pro](#) selon les modalités qui seront communiqués par l'acheteur lors de la notification du marché.

8-4-5-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Conformément à l'article 12.1.2 du CCAG PI, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition

8-4-6-Délais de paiement

Le paiement intervient dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de la demande du titulaire par l'acheteur, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique

8-4-7-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile en cours au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40€ (article D2192.35 du code précité).

9-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Elle est versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la date de notification du bon de commande.

Le montant de l'avance est déterminé par application des articles *R2191-3 et suivants code de la commande publique*. Elle est égale à 20% du bon de commande si le titulaire est une PME et 5% du bon de commande si le titulaire n'est pas une PME, si le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 20% d'une somme égale à 12 fois le bon de commande divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois.

L'avance est remboursée dans les conditions suivantes :

- Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 50 % du montant du bon de commande.
- Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant du bon de commande.

Article 10 – Propriété intellectuelle

L'acheteur peut utiliser les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle réalisés dans le cadre du marché (résultats). Il s'agit d'une cession à titre non exclusif conformément au chapitre 6 du CCAG PI.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché.

Article 11 - Constatation de l'exécution et garantie

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG PI, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

Article 12 – Clause de réexamen – ajournement/interruption

Face à toute circonstance imprévisible le titulaire et l'acheteur doivent examiner de bonne foi les conséquences notamment financières de ces événements et l'éventuelle prise en charge partielle ou totale des surcoûts éventuels par voie d'avenant conformément à l'article 25 du CCAG PI.

Article 13 – Résiliation

13-1-Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, lorsque des prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut, à l'issue de ces parties, décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité pour le titulaire et entraînera la résiliation du marché.

13-2-Personnel affecté – Equipe dédiée au projet

Le titulaire a présenté les personnes qui seront affectées au projet en fournissant les CV de chacun dans l'offre initiale. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG PI en cas de remplacement d'un des membres de l'équipe, le titulaire s'engage à :

- Informer l'acheteur sous 15 jours ;
- Adresser sous 15 jours (après l'information précitée) à l'acheteur le CV détaillé de la ou les personnes pressenties, aux compétences équivalentes, pour agrément de ces remplacements.

L'acheteur dispose de 2 mois à compter de la réception du CV détaillé du remplaçant pour accepter ou récuser ce dernier. A défaut de réponse de l'acheteur le remplaçant est réputé accepté.

En cas de récusation le titulaire dispose de 30 jours à compter de ladite décision pour proposer un nouveau remplaçant. Si ce remplaçant est à nouveau récusé, il sera fait application de l'article 39.1.e) du CCAG. (Résiliation pour faute du titulaire).

Continuité de service :

Si un ou plusieurs intervenants ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le titulaire aura obligation de désigner un remplaçant d'une expérience et qualification équivalente et d'en communiquer le nom et les titres dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande de prestation. Le Conservatoire disposera de 10 jours ouvrables pour accepter ou refuser le remplaçant proposé. Cette procédure peut être répétée deux fois, au-delà une procédure de résiliation pourra être engagée dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP.

13-3-Autres résiliations

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI. En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG PI.

Article 14 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions du chapitre 8 du CCAG PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif du lieu d'exécution de la prestation :

Tribunal administratif
15 rue de Blossac
BP541
86000 POITIERS Cedex
Tél : 05 49 60 79 19
Grefte.ta-poitiers@juradm.fr

Article 15 - Dérogations aux documents généraux

Le rôle du présent CCAP est d'apporter des précisions, complément dérogation au CCAG prestations intellectuelles issu du de l'arrêté du 30 mars 2021, les clauses du CCAP sont applicables de manière prioritaire. Il est ainsi dérogé à l'article 1.2 du CCAG PI précité.